

La question de l'emploi, un véritable casse-tête pour les citoyens ivoiriens

Dépêche No. 179 | Kaphalo Ségorbah Silwé et Joseph Koné

Résumé

Les autorités ivoiriennes se sont engagées à adresser de manière efficace et durable la question de l'emploi. Cette dernière touche de manière endémique aussi bien les différentes tranches d'âge que le milieu de résidence, le sexe, ou le niveau d'instruction. C'est pourquoi la recherche d'une solution tient une place de choix dans les objectifs définis par le gouvernement à travers le Plan National de Développement (2016-2020). Cependant, force est de constater que les questions soulevées par l'emploi restent entières tant elles semblent se reproduire à l'identique.

Selon la plus récente enquête d'Afrobaromètre, l'emploi est le problème le plus important dont le gouvernement devrait s'occuper, mais que celui-ci adresse plutôt mal. De même, une proportion importante d'Ivoiriens n'ont pas d'emploi à plein temps, mais n'en recherchent pas pour autant.

Par ailleurs, le secteur de l'agroforesterie emploie le plus grand nombre d'Ivoiriens, mais reste celui où la pauvreté vécue est la plus importante.

Ces données sont à la fois cruciales et précieuses du fait qu'elles présentent une image fidèle de l'expérience et de l'opinion des citoyens sur l'état de l'emploi et leurs attentes de la part du gouvernement dans ce domaine. A la lecture de ces informations partagées par les citoyens, une réflexion doit permettre d'évaluer et de réorienter, si nécessaire, les politiques publiques en ce sens.

L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes en Afrique. Six séries d'enquêtes ont été conduites dans jusqu'à 37 pays africains entre 1999 et 2016, et le Round 7 (2016/2018) est actuellement en cours. Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobaromètre en Côte d'Ivoire, dirigée par le CREFDI, a interviewé 1.200 adultes ivoiriens en décembre 2016-janvier 2017. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3% à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées en Côte d'Ivoire en 2013 et 2014.

Résultats clés

- Depuis 2013, le chômage reste pour les Ivoiriens le problème le plus important auquel le gouvernement devrait s'attaquer.
- Néanmoins, plus de trois Ivoiriens sur cinq (62%) estiment que le gouvernement répond « plutôt mal » ou « très mal » à la préoccupation de création d'emploi.
- Globalement, la proportion des Ivoiriens ayant un emploi à plein temps a légèrement augmenté de 2013 (28%) à 2017 (34%).
- Trois Ivoiriens sur quatre (74%) affirment être des travailleurs indépendants, contre 15% (en baisse) qui travaillent pour le secteur privé et 9% pour le gouvernement.
- Le quart (25%) des Ivoiriens exercent dans le domaine agriculture/ferme/pêche/foresterie. Cependant, cette catégorie socioprofessionnelle connaît un niveau de pauvreté vécue parmi les plus élevés.
- Trois Ivoiriens sur quatre (74%) évoquent comme raisons pouvant les amener à quitter le pays la recherche de travail (35%), les difficultés économiques (31%), et la pauvreté (8%).

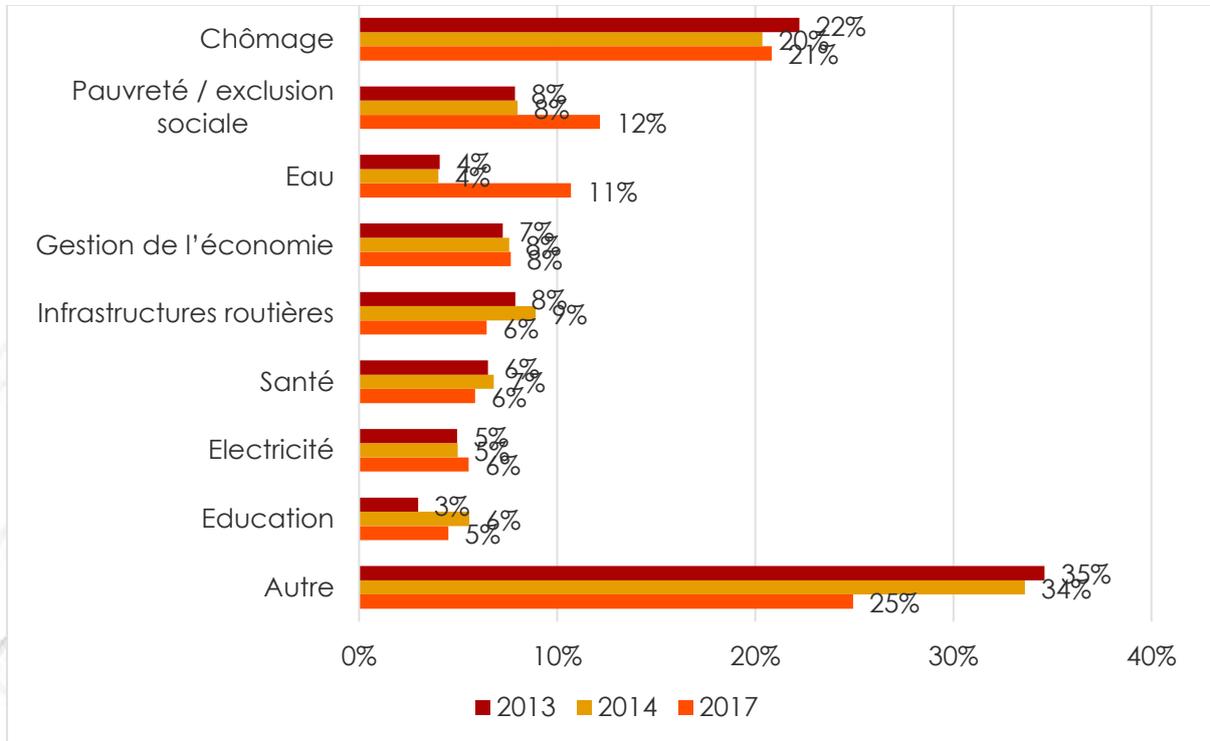
Perception de la politique de l'emploi en Côte d'Ivoire

Malgré les efforts apparents du gouvernement, la politique de l'emploi ne semble pas encore donner des résultats satisfaisants en Côte d'Ivoire. Les autorités ivoiriennes ont depuis plusieurs années entrepris de trouver une solution durable aux problèmes liés à l'emploi, et ce à travers divers programmes. Des institutions ont été créées ou mises à contribution pour atteindre ce noble objectif; ce sont entre autres le Fonds National de Solidarité (FNS), l'Agence Nationale de la Formation Professionnelle (AGEFOP), le Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP), l'Observatoire de l'Emploi, les conseils régionaux, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCI CI), et depuis 2015 l'Agence Nationale pour l'Insertion et l'Emploi des Jeunes (Agence Emploi Jeunes). De manière globale, ces programmes proposent des solutions basées principalement sur l'aide à l'insertion par (i) l'aide à l'embauche (formation professionnelle technique et apprentissage), l'auto emploi, (ii) le renforcement institutionnel, ainsi que (iii) les travaux à haute intensité de main-d'œuvre.

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

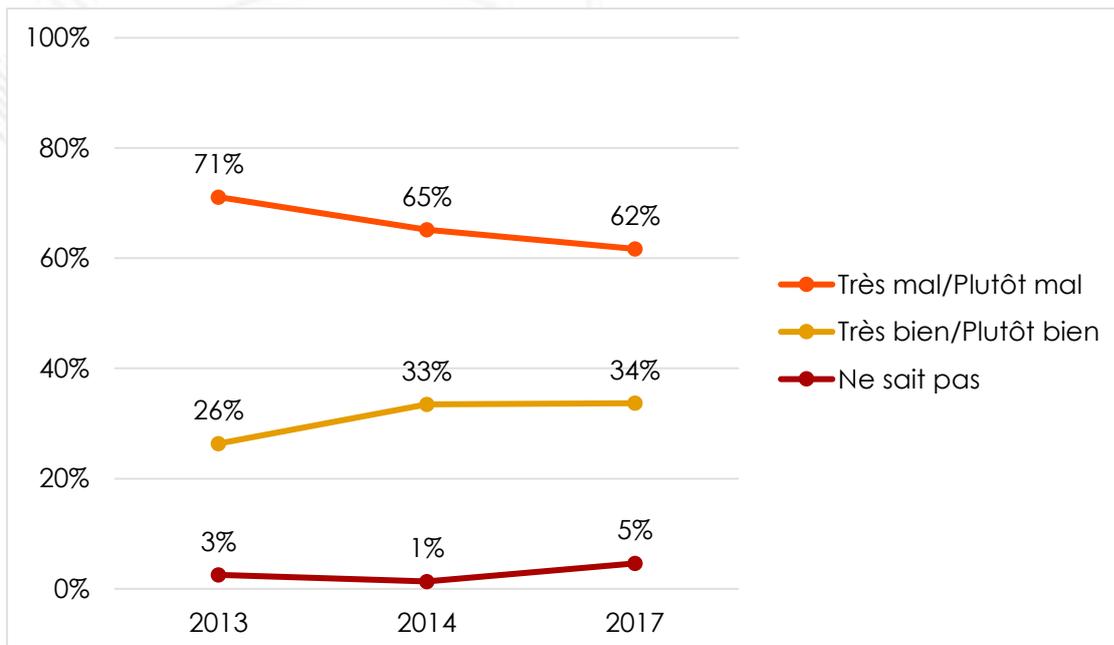
Cependant, malgré cet arsenal de mesures et d'institutions, force est de constater que le chômage reste pour les Ivoiriens le problème le plus important auquel le pays fait face et auquel le gouvernement devrait s'attaquer (Figure 1). D'ailleurs, plus de trois Ivoiriens sur cinq (62%) estiment que le gouvernement répond « plutôt mal » ou « très mal » à la préoccupation de création d'emplois (Figure 2). Même si cette proportion a légèrement diminué depuis 2013 (de 71% à 62%), la nécessité pour le gouvernement d'évaluer profondément sa politique à l'emploi s'impose, quitte à revoir si nécessaire son approche actuelle.

Figure 1: Problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait s'attaquer
 | Côte d'Ivoire | 2013-2017



Question posée aux répondants: A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? (Première de jusqu'à trois réponses)

Figure 2: Performance de création d'emplois du gouvernement | Côte d'Ivoire
 | 2013-2017



Question posée aux répondants: Qualifiez la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Création d'emploi?

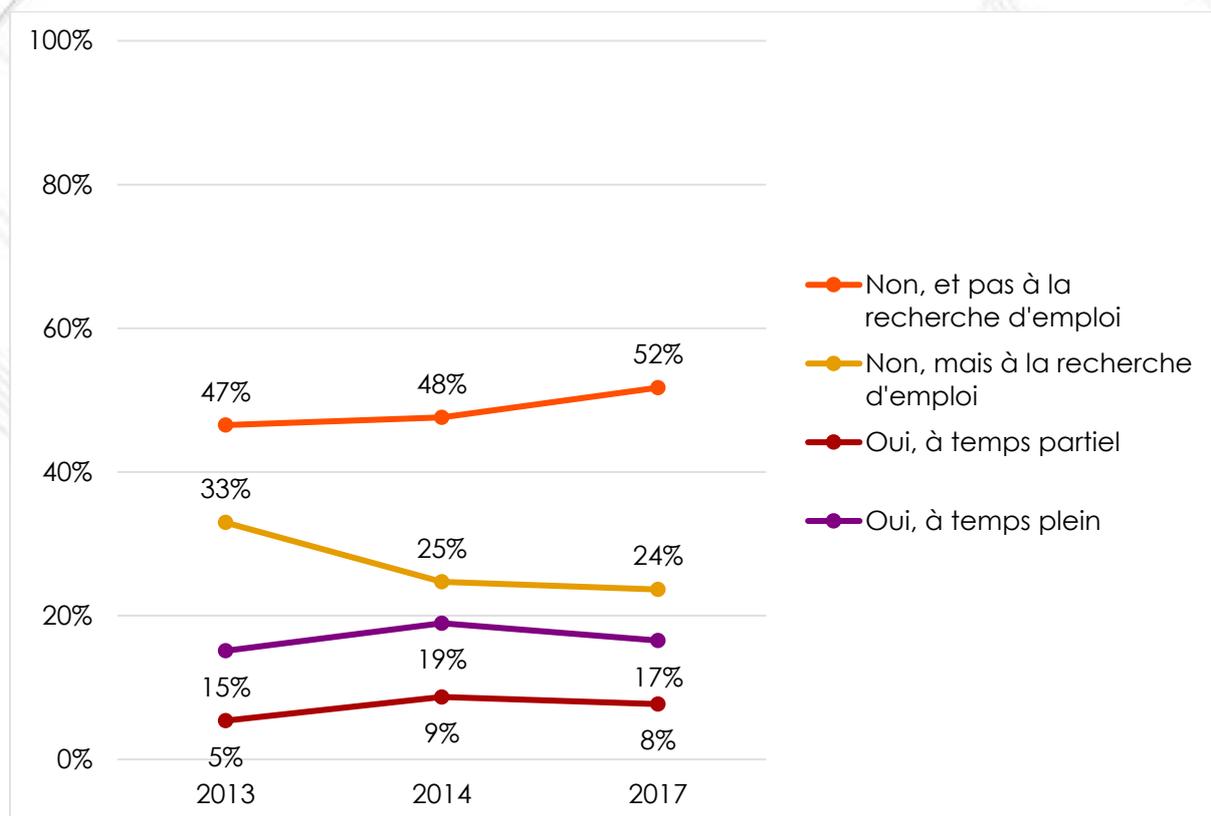
La situation de l'emploi en Côte d'Ivoire

L'enquête révèle un apparent désabusement des intéressés, car plus d'un Ivoirien sur deux (52%) n'ont pas d'emploi et n'en cherchent pas (Figure 3) – situation qui laisse présager une certaine inadéquation de la politique publique actuellement mise en œuvre en la matière. Un sur quatre (24%) n'ont pas d'emploi mais en cherchent, 17% travaillent à plein temps, et 8% ont un emploi à temps partiel.

En outre, seulement un Ivoirien sur trois (34%) dans la population active est concerné par l'emploi à plein temps (Figure 4). Cette situation peu reluisante dépeint un certain échec du processus d'insertion professionnelle. Au total, même si globalement la proportion des Ivoiriens dans la population active ayant un emploi à plein temps a légèrement augmenté entre 2013 (28%) et 2016 (34%), force est de reconnaître que la faible proportion actuelle invite les parties prenantes à plus d'efforts.

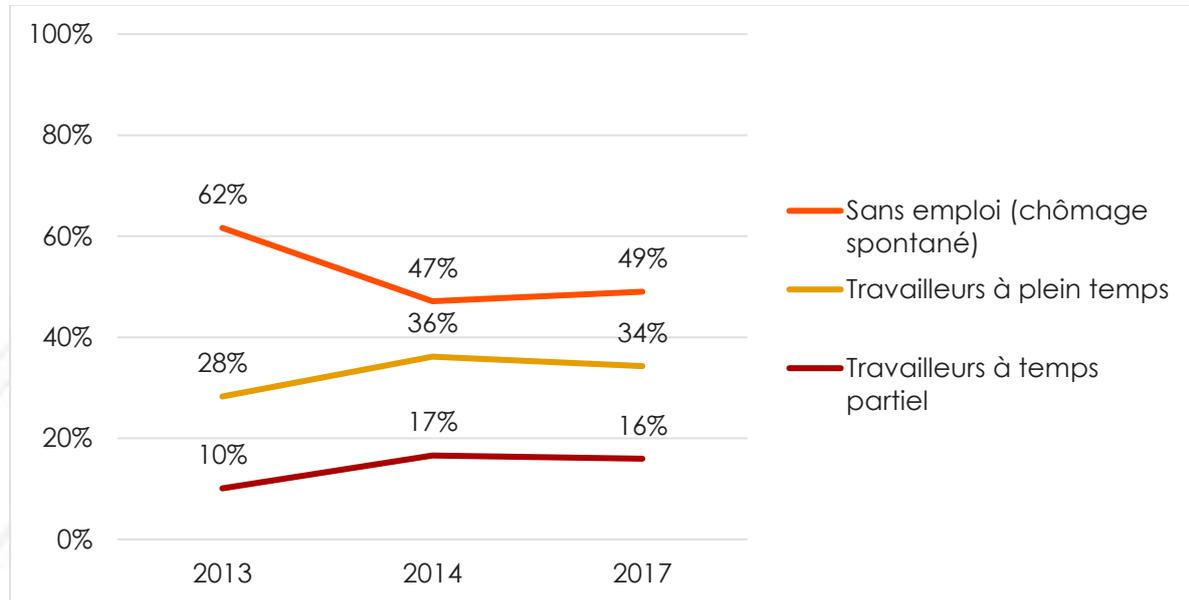
Les citoyens les plus instruits sont ceux qui sont les plus nombreux à avoir un emploi; parmi ceux sans instruction formelle, juste 15% ont un travail salarié à temps plein ou partiel. Par contre, alors qu'il y a sensiblement autant d'Ivoiriens en zone rurale qu'en zone urbaine, ils sont près du double à avoir un emploi en milieu urbain (30%), comparativement au milieu rural (18%). Par ailleurs, la proportion des hommes travailleurs est près du double de celle des femmes qui travaillent (30% vs. 18%) (Figure 5).

Figure 3: Exercice d'un travail salarié | Côte d'Ivoire | 2013-2017



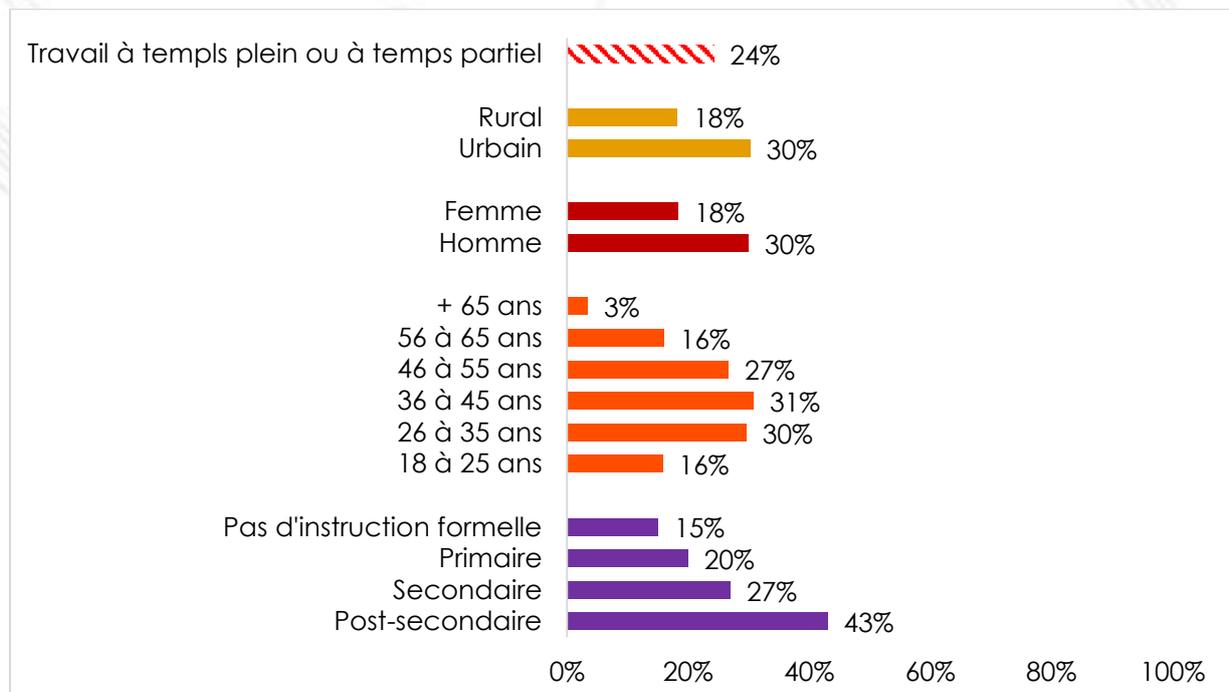
Questions posées aux répondants: Exercez-vous un travail salarié? [Si oui:] Est-ce un emploi à plein temps ou à temps partiel? [Si non:] Êtes-vous présentement à la recherche d'un emploi?

Figure 4: Sans emplois et travailleurs dans la population active | Côte d'Ivoire
 | 2013-2017



Questions posées aux répondants: Exercez-vous un travail salarié? [Si oui:] Est-ce un emploi à plein temps ou à temps partiel? [Si non:] Êtes-vous présentement à la recherche d'un emploi?
 (NB: Cette figure présente le pourcentage de répondants de la population active (c'est-à-dire ceux qui ont un emploi à temps plein ou à temps partiel et ceux qui n'ont pas d'emploi mais en recherchent). Ceux qui n'ont pas d'emploi et n'en recherchent pas sont exclus.)

Figure 5: Exercice d'un travail salarié | par données socio-démographiques | Côte d'Ivoire
 | 2017



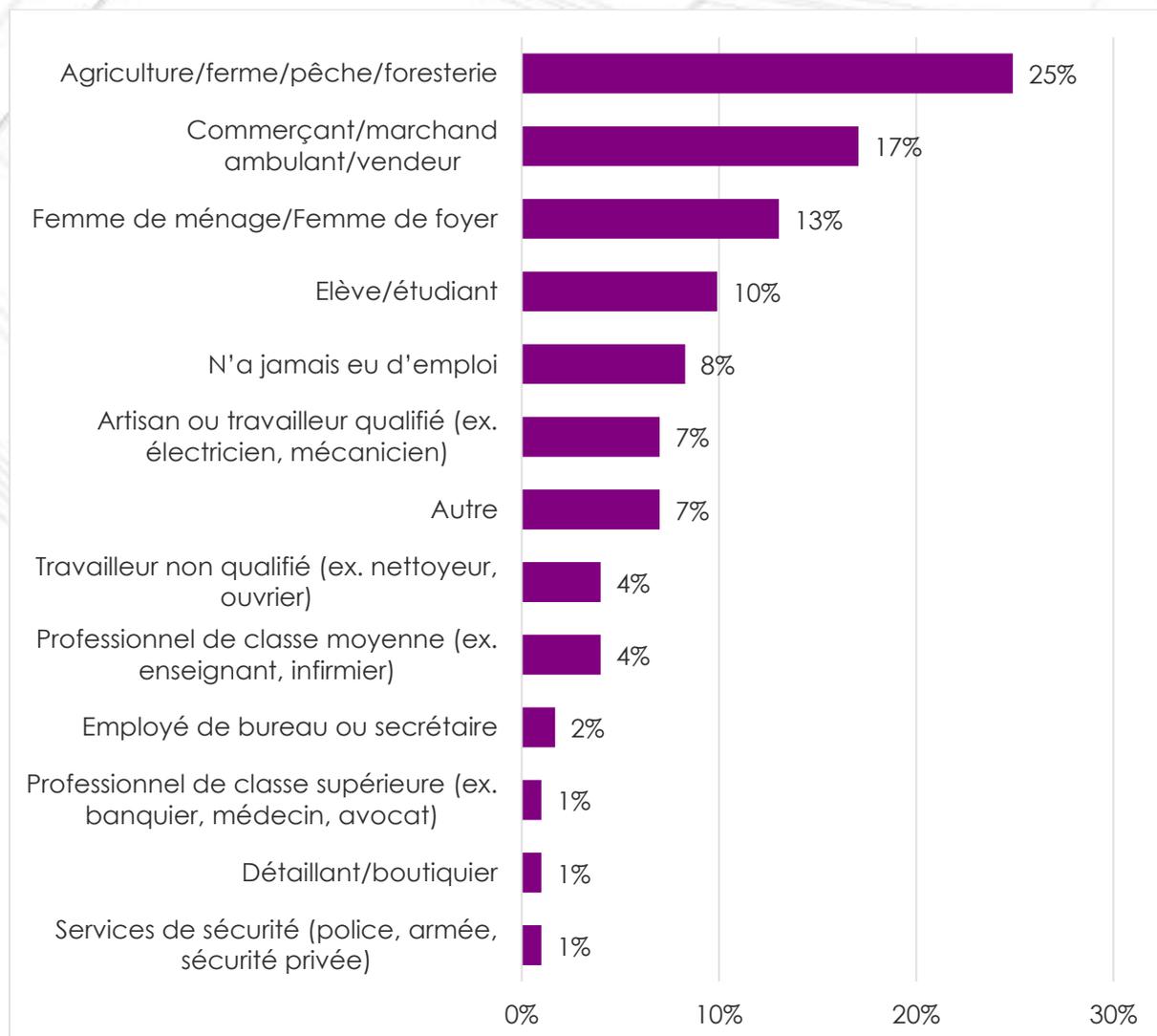
Questions posées aux répondants: Exercez-vous un travail salarié? [Si oui:] Est-ce un emploi à plein temps ou à temps partiel? [Si non:] Êtes-vous présentement à la recherche d'un emploi? (% qui répondent « Oui, à temps plein » ou « Oui, à temps partiel »)

Les secteurs concernés par l'emploi en Côte d'Ivoire

Le secteur agricole apparaît de loin comme le plus grand pourvoyeur d'emplois. En effet, jusqu'à un Ivoirien sur quatre (25%) déclarent être actif dans le secteur concernant l'agriculture/la ferme/la pêche/la foresterie (Figure 6). Ce secteur est à grande intensité de main-d'œuvre et devrait donc être mieux structuré à recevoir plus de travailleurs.

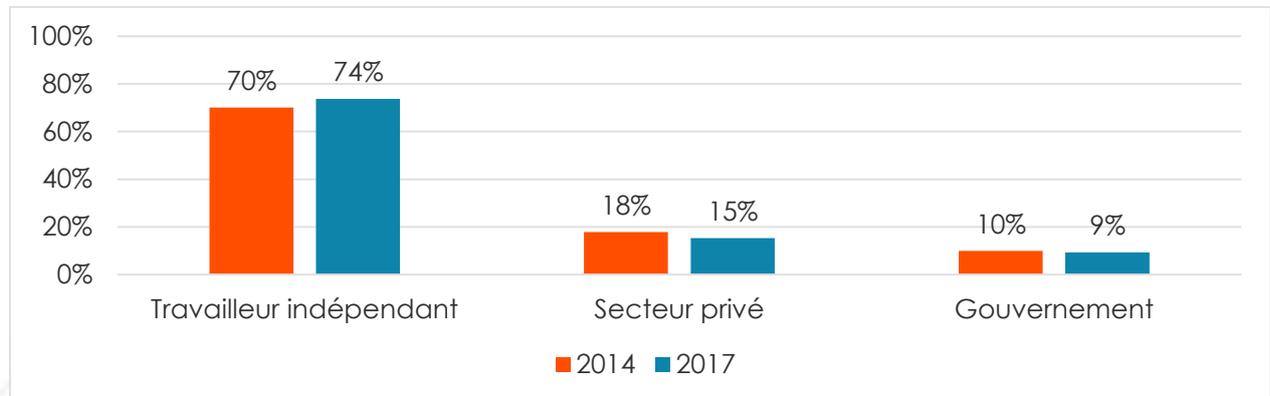
Par ailleurs, en 2017, près de trois Ivoiriens sur quatre (74%) affirment être des travailleurs indépendants contre 15% pour le secteur privé et 9% pour ceux qui affirment travailler pour le gouvernement (Figure 7). La proportion de ceux qui affirment être des travailleurs indépendants est en légère hausse depuis 2014 (de 70% à 74%), ce qui pourrait être une conséquence à la politique d'incitation du gouvernement à l'auto-emploi. Toujours de 2014 à 2017, une légère baisse est révélée pour le secteur privé (de 18% à 15%). Cet état de fait semble traduire un certain paradoxe étant donné que le secteur privé connaît une certaine effervescence due à l'entrée en activité de nombreux opérateurs économiques, ainsi que le secteur public qui est assez demandeur notamment dans des domaines tels que l'éducation.

Figure 6: Principale activité | Côte d'Ivoire | 2017



Question posée aux répondants: Quelle est votre activité principale? [Si chômeur, retraité, ou invalide:] Quelle était votre dernière activité principale?

Figure 7: Statut de l'employeur | Côte d'Ivoire | 2014-2017



Question posée aux répondants qui travaillent à temps plein ou à temps partiel: Travaillez-vous pour vous-même, pour quelqu'un d'autre dans le secteur privé, ou pour le gouvernement?

L'illusion du secteur agricole et la propension des Ivoiriens à l'émigration

Bien qu'un Ivoirien sur quatre exerce dans les domaines agriculture/ferme/pêche/foresterie, cette catégorie socioprofessionnelle connaît cependant un niveau de pauvreté vécue parmi les plus élevés. Afrobaromètre calcule l'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) en combinant les réponses à la question de combien de fois, pendant l'année écoulée, les répondants (ou leurs familles) ont dû faire face à un manque de cinq besoins de première nécessité – nourriture, eau potable, médicaments ou soins médicaux, combustible pour la cuisson des repas, et argent. Les scores s'étendent sur une échelle allant de 0 (correspondant à une absence totale de pauvreté vécue) à 4 (correspondant à une absence constante de toutes les cinq nécessités à la base de l'indice).

De 2014 à 2017, la proportion d'Ivoiriens qui ont « toujours », « souvent », ou « quelques fois » manqué des premières nécessités (pauvres) est à la hausse (45% à 49%) (Figure 8).

Pour la Côte d'Ivoire, l'indice révèle que les acteurs du secteur de l'agroforesterie et assimilés sont régulièrement confrontés au manque de ces cinq besoins, plus que les acteurs de la plupart des autres secteurs d'activité (Figure 9).

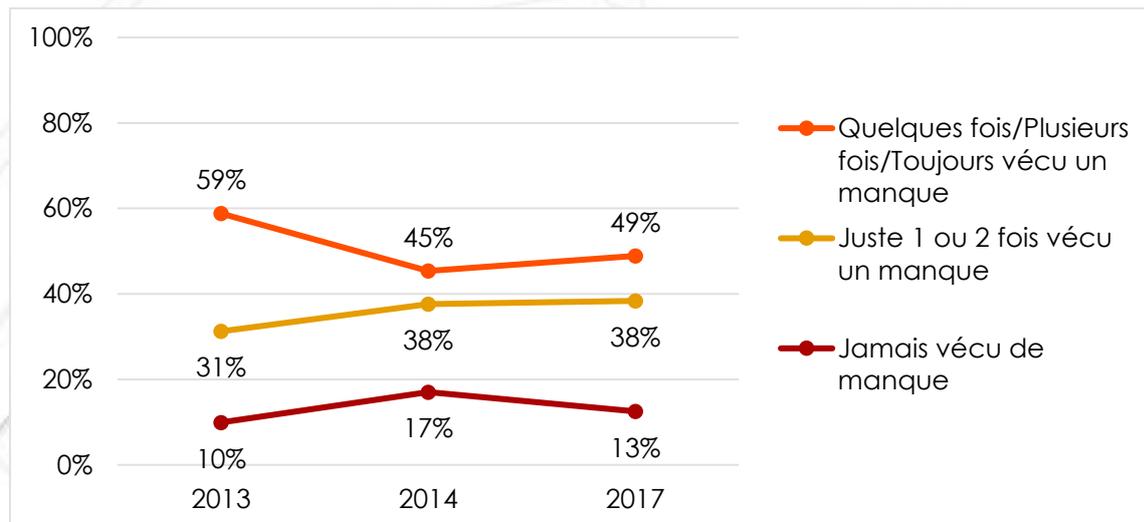
Or nul n'ignore en Côte d'Ivoire le slogan officiel diffusé sur tous les supports publics depuis de nombreuses années et qui affirme que « Le succès de ce pays repose sur l'agriculture ». En effet, selon les données fournies par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, la Côte d'Ivoire est aujourd'hui 1^{er} producteur mondial d'anacarde, 1^{er} producteur mondial de cacao, 1^{er} producteur africain de caoutchouc naturel et 7^{ème} mondial, 2^{ème} producteur africain de coton, 3^{ème} producteur africain de café et 15^{ème} mondial, 3^{ème} producteur africain d'huile de palme et 9^{ème} mondial (Programme National d'Investissement Agricole, 2016). Sans parler des autres cultures importantes telles que les cocotiers, la canne à sucre, l'ananas, la banane, la mangue, etc. Le slogan est donc peut-être vérifié pour les comptes nationaux, cependant les acteurs du secteur agricole en général attendent toujours leurs propres succès.

Par ailleurs, ceux des enquêtés affirmant être des travailleurs indépendants (et dont la proportion s'est accrue en 2017 jusqu'à 74%) ont un score de pauvreté vécue plus élevé (1,54) que ceux des secteurs privé (1,40) et public (1,13). Comment expliquer que la proportion des enquêtés se présentant comme des travailleurs indépendants s'accroît alors qu'ils ont le score de pauvreté vécue le plus élevé?

Comme pressenti à partir du constat précédent, il existe une dépendance entre pauvreté et emploi. En effet, les tests de corrélation sont statistiquement significatifs et démontrent bien le

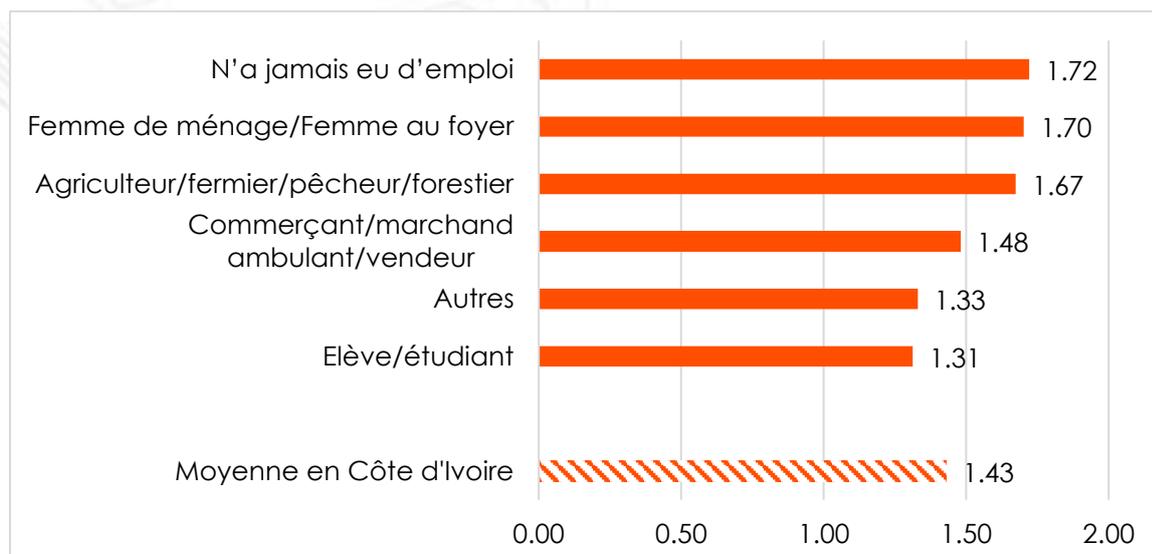
lien entre le type d'occupation, le statut de travailleur, et le type d'employeur d'une part, et la pauvreté vécue d'autre part (Tableau 1). Ainsi, l'on peut remarquer dans le tableau que concernant le « type d'occupation » les agriculteurs/pêcheurs/fermiers/ forestiers comptent la plus grande proportion de pauvres (à manquer « quelques fois » ou « plusieurs fois » ou « toujours ») (58%). Concernant les « statut de travailleur » et « type d'employeur », ceux sont respectivement les « sans emplois » et les « travailleurs indépendants » qui comptent les plus grandes proportions de pauvres, soit 51% dans chacun des cas.

Figure 8: Pauvreté vécue | Côte d'Ivoire | 2013-2017



Questions posées aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez-dû faire face aux situations suivantes: Manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques? Manque de médicaments ou de soins médicaux? Manque de combustible pour la cuisson des repas? Manque d'argent?

Figure 9: Indice de Pauvreté Vécue | par activité principale | Côte d'Ivoire | 2017



Les scores de l'Indice de Pauvreté Vécue sont calculés en combinant les réponses aux questions suivantes: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez-dû faire face aux situations suivantes: Manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques? Manque de médicaments ou de soins médicaux? Manque de combustible pour la cuisson des repas? Manque d'argent?

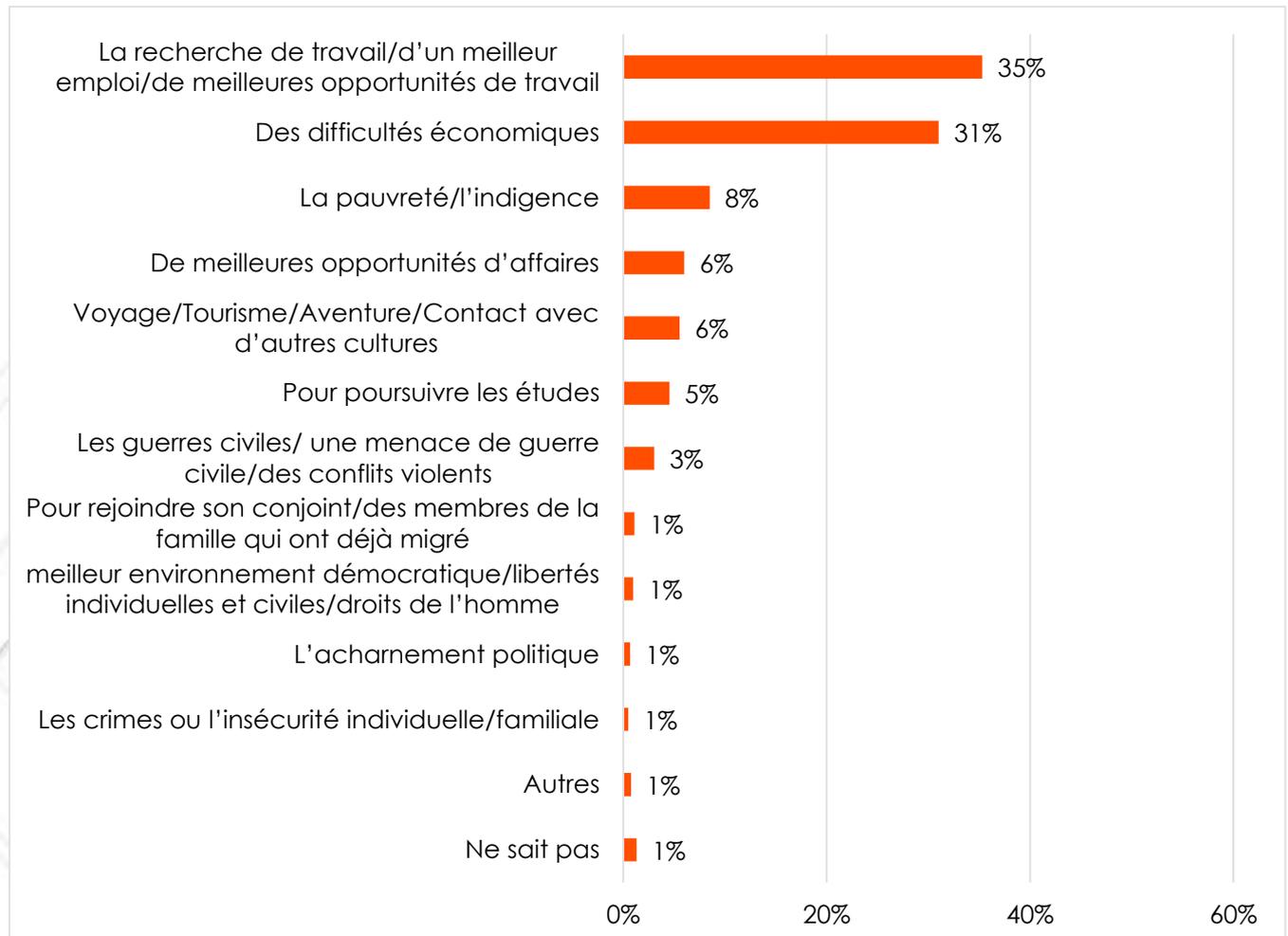
Tableau 1: Corrélation de la pauvreté vécue avec le type d'occupation, le statut de travailleur, le type d'employeur | Côte d'Ivoire | 2017

		Pauvreté vécue		
		Jamais	Juste 1 ou 2 fois	Quelques fois/Plusieurs fois/Toujours
Type d'occupation	Agriculteur/fermier/pêcheur/forestier	7%	35%	58%
	N'a jamais eu d'emploi	14%	29%	57%
	Femme de ménage/Femme au foyer	7%	37%	56%
	Commerçant/marchand ambulant/vendeur	12%	38%	50%
	Elève/étudiant	23%	39%	38%
	Autres	17%	44%	39%
	Pearson's chi²=51.775 (p=0.000)		Cramer's V=0.15	
Statut de travailleur	Sans emploi (chômage spontané)	9%	40%	51%
	Travailleur à temps plein	21%	38%	41%
	Travailleur à temps partiel	16%	54%	29%
	Pearson's chi²=23.807 (p=0.000)		Cramer's V=0.14	
Type d'employeur	Travailleur indépendant	10%	38%	51%
	Secteur privé	13%	46%	40%
	Secteur public	25%	38%	37%
	Pearson's chi²=23.532 (0.001)		Cramer's V=0.12	

Questions posées aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous (ou un membre de votre famille) avez-dû faire face aux situations suivantes: Manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques? Manque de médicaments ou de soins médicaux? Manque de combustible pour la cuisson des repas? Manque d'argent?

Enfin, face à ce problème de l'emploi, une grande majorité des citoyens – près de quatre Ivoiriens sur cinq (80%) – justifient le recours à l'émigration en évoquant comme raisons pouvant les amener à quitter le pays (Figure 10) cumulativement la recherche de travail (35%), les difficultés économiques (31%), la pauvreté (8%), et de meilleures opportunités d'affaires (6%). L'actualité brûlante sur le scandale des migrants en Lybie vient rappeler que plusieurs centaines de ressortissants ivoiriens ont été rapatriés par les autorités.

Figure 10: Raisons pour quitter son pays et vivre ailleurs | Côte d'Ivoire | 2017



Questions posées aux répondants: Plusieurs raisons fondent les gens à quitter leur pays pour vivre ailleurs pour une durée relativement longue. Et vous? Qu'est-ce qui pourrait le plus vous faire penser à quitter la Côte d'Ivoire? (NB: Cette analyse exclut les répondants qui affirment ne jamais avoir pensé à migrer.)

Conclusion

Dans un contexte où la recherche d'emploi se présente comme la première source d'émigration, il apparaît crucial de militer pour une politique de l'emploi solide et adaptée. Cette politique devrait favoriser des emplois durables, notamment en améliorant la capacité des activités grandement pourvoyeuses d'emplois à permettre à ceux qui les pratiquent l'accès aux besoins de première nécessité. Le chômage trône en tête des préoccupations des citoyens auxquelles le gouvernement devrait s'attaquer. De plus, alors qu'un Ivoirien sur quatre exerce comme agriculteur, pêcheur, fermier, ou forestier, cette frange de la population est parmi les plus pauvres. Il convient de revaloriser ce secteur grand pourvoyeur d'emploi et d'orienter l'entreprenariat vers des secteurs porteurs de la distribution de biens et services.

Références

Programme National d'Investissement Agricole. (2016).

<http://agriculture.gouv.ci/uploads/3fe1443e914ded117bbe92e33c3c2923.pdf>.

Kaphalo Ségorbah Silwé est directeur exécutif du Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI) à Abidjan. Email: segorbah7@gmail.com.

Joseph Koné est chargé de formation et des finances au CREFDI à Abidjan. Email: spiderone0@gmail.com.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a reçu le soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, de l'Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, du Département d'Etat des Etats-Unis, du National Endowment for Democracy, et de Transparency International.

Les donations aident Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contactez [Aba Kittoe](mailto:akitoe@afrobarometer.org) (akitoe@afrobarometer.org) pour discuter d'un financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 179 Afrobaromètre | 8 décembre 2017